

VISITE DE MANUEL VALLS À ALGER

La brouille dédramatisée

Le Premier ministre français, Manuel Valls, a énormément dédramatisé la dernière brouille entre l'Algérie et la France et qui avait précédé sa visite de deux jours à Alger : «Rien ne doit ni ne saurait perturber cette relation entre la France et l'Algérie et qui a pris un nouveau tour exceptionnel depuis 2012», affirmait-il, notamment au cours d'une conférence de presse commune qu'il a animée, samedi, avec le Premier ministre Abdelmalek Sellal.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Nous avons, grâce à un engagement commun de nos deux présidents, Abdelaziz Bouteflika et François Hollande, donné un nouveau tour exceptionnel, je dis bien exceptionnel à nos relations», affirmera le chef de l'exécutif français qui cite, comme preuve, l'importance de la délégation qui l'accompagnait pour sa visite, samedi et dimanche à Alger. A savoir une dizaine de ministres et de nombreux autres membres représentant le monde de l'économie et du patronat français, mais, exceptionnellement, très peu de journalistes !

L'affaire du journal *Le Monde*, auquel on avait refusé l'octroi du visa et la série des boycotts de la couverture de cette visite, des plus importants médias français en signe de solidarité avec leur confrère, pesait lourdement hier au palais du gouvernement.

Seule une douzaine de journalistes français y ont fait le déplacement avec Manuel Valls et, comme il fallait s'y attendre, ils exprimeront leur «protestation», devant les deux Premiers ministres à travers une déclaration lue au nom de l'ensemble de ses confrères, par un journaliste français. «Une décision a été prise parce qu'un journal respectable et respecté (*Le Monde* ndlr) s'est permis de porter atteinte à l'une des institutions les plus prestigieuses de ce pays, de manière gratuite. Aucun Algérien ne permettra de voir son Président traité ainsi, lui qui a sacrifié sa vie pour son pays», répondait en substance, Abdelmalek Sellal. Une réponse qui confirmera au moins une seule chose : que la décision qui a sanctionné le journal *Le Monde*,

est l'œuvre de Abdelaziz Bouteflika en personne !

Quant à Manuel Valls, il répondra à la même interpellation des journalistes français par une réponse destinée à satisfaire tout le monde ! Il commencera par redire que «j'avais dit à monsieur le Premier ministre Abdelmalek Sellal que j'allais exprimer mes regrets. Mes messages sont passés et nous devons vite tourner la page et nous tourner vers l'avenir». Valls, qui devait se rendre dans l'après-midi même, à Zéralda pour rencontrer Abdelaziz Bouteflika, affirmera, également, que «je vais exprimer mon profond respect, notre affection et notre soutien au président Bouteflika qui est, avec le président Hollande, à l'origine de notre relation (entre les deux pays ndlr) faite de franchise».

A Abdelmalek Sellal qui affirmait également que «L'Algérie est l'un des rares pays dans le monde à avoir inscrit dans le marbre de sa Constitution le principe de la liberté de la presse et d'expression (...) et le banissement de



Manuel Valls et Abdelmalek Sellal lors de la conférence de presse.

l'emprisonnement des journalistes», son homologue français fera cette réplique : «Je connais bien l'Algérie. Je connais bien la liberté de la presse et la liberté de ton de la presse algérienne. Nous-mêmes, les Français nous en avons été, non pas les victimes mais la cible». Quoi qu'il en soit, Valls insistait sur la nécessité de vite «tourner cette page» pour se tourner vers l'avenir. Et l'avenir, en l'espèce, se sont les domaines multiples de la coopération entre les deux pays.

A l'évidence, l'un des dossiers qui empoisonne les relations entre

les deux pays reste la question du Sahara occidental.

«La position de la France concernant cette question du Sahara occidental reste constante. Elle doit être réglée dans le cadre des Nations-Unies», dira Valls, ce qui est exactement conforme à la position de l'Algérie, réitérée par Abdelmalek Sellal. Mais dans les faits, la France reste favorable aux positions marocaines et ce n'est pas par hasard que, de toutes les questions régionales et internationales, comme la crise en Libye, au Mali etc., seule la question sahraouie

n'a pas été évoquée dans le communiqué commun de «la troisième session du comité intergouvernemental de haut niveau algéro-français» qui a sanctionné cette visite. Par contre, la coopération dans les domaines de la lutte anti-terroriste, du renseignement et celui militaire semble atteindre un niveau jamais égalé entre les deux pays.

Le Premier ministre socialiste français aura même cette phrase si significative, même si elle intervient sur le tard : «L'Algérie a souffert, et de quelle manière, de ce terrorisme et pendant des années. Nous aurions dû, nous, en France, en Europe, mieux comprendre ce que l'Algérie a vécu à l'époque» ! Une vraie reconnaissance pour l'Algérie et un énorme camouflet pour le «qui tue qui ?» qui avait pour «pays d'accueil» essentiel, la France de François Mitterrand ! Par ailleurs, et selon Abdelmalek Sellal, cette visite a permis la signature de 16 accords, dont un «extrêmement important dans le domaine de la justice». Mais le gros des accords signés concerne le domaine de l'industrie, même si le dossier de l'usine Renault devra attendre !

Le grand constructeur français aura peut-être «payé» les frais de la publication de la photo de Bouteflika par le journal *Le Monde*...

K. A.

Trois accords de partenariat signés hier

L'Algérie et la France ont signé hier à Alger trois accords de partenariat dans les secteurs du transport ferroviaire et l'agroalimentaire lors du troisième forum de partenariat algéro-français.

Les accords ont été signés en présence des Premiers ministres des deux pays, MM. Abdelmalek Sellal et Manuel Valls, qui ont procédé à l'ouverture de ce forum organisé en marge de la troisième session du Comité intergouvernemental de haut niveau algéro-français (CIHN).

Le premier protocole d'accord concerne la création d'une joint-venture pour la production

d'engrais phosphatés et l'aliment de bétail en partenariat entre l'entreprise Manadjim El Djazaïr (Manal), filiale du groupe Asmidal, et le groupe français, Roullier.

La future usine de valorisation de phosphate devrait être implantée à Oued El Kebrit (Tébessa).

Le deuxième accord porte sur l'extension de l'activité de l'usine de l'assemblage et la maintenance de tramways (Cital), inaugurée en mai 2015, à l'engineering, la fabrication et la maintenance d'autorails en vue de destiner une partie de la production à l'exportation.

Cette joint-venture est le fruit d'un partena-

riat entre l'Entreprise de constructions de matériels et d'équipements ferroviaires (Ferroval), l'Entreprise du métro d'Alger (EMA) et la société française Alstom.

Dans ce cadre, un nouveau pacte d'actionnariat a été signé par les partenaires.

Quant au troisième accord, il porte sur la création d'une usine pour la production industrielle, le conditionnement et la commercialisation en Algérie et à l'international des produits de la marque Lesieur (groupe Avril), spécialisé dans l'agroalimentaire.

Ce projet sera réalisé en partenariat entre Lesieur et le groupe algérien Djaâdi.

LA PRESSE DES DEUX RIVES ET LE SOMMET ALGÉRO-FRANÇAIS

Quand l'affaire Panama Papers vole la vedette

L'affaire Panama Papers a sérieusement déteint sur la réunion de la 3^e session du Comité intergouvernemental de haut niveau algéro-français (CIHN), tenue hier à Alger.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce que la presse des deux rives a relevé, hier, considérant à l'unisson que l'affaire de la fameuse photo du président de la République publiée, la semaine dernière, par le quotidien français *Le Monde*, pour «illustrer» sa citation du ministre de l'Industrie et des Mines, A. Bouchouareb, dans l'affaire Panama Papers et la tension diplomatique qui s'en est suivie, ont considérablement déteint sur le contenu de ce sommet programmé depuis longtemps.

C'est ainsi qu'*El Khabar* a estimé que cette affaire qui a charrié le boycottage de la majorité des médias français de la visite du Premier ministre français, Manuel

Valls, a ombragé le contenu de la réunion de cette 3^e session du Comité intergouvernemental de haut niveau algéro-français (CIHN). Car pour le quotidien arabophone, les discussions tournaient beaucoup plus sur cette nouvelle tension médiatique et diplomatique entre les deux pays qu'autour des projets de partenariat et les accords devant être paraphés à l'occasion.

Et de relever que d'aucuns s'interrogent si cette crise est passagère ou si les impacts de ce boycottage ne sont pas encore apparus et sont à même d'empoisonner les relations bilatérales. Surtout, note *El Khabar*, que Paris a «régulé son horloge sur les élections pré-

sidentielles de l'année prochaine et que, donc, «cette crise pourra constituer un handicap pour le locataire de l'Elysée, probable candidat à sa propre succession».

El Watan s'interroge, pour sa part, si cette réaction colérique d'Alger, qui a refusé les demandes de visas à des journalistes français, pouvait être la conséquence du seul fait lié au traitement médiatique de l'affaire Bouchouareb, rattrapé par le scandale Panama Papers. Ceci non sans faire remarquer que «tout le monde sait que de nombreuses personnalités et des membres du gouvernement algérien détiennent et ont érigé, dans des circonstances douteuses, des fortunes en France sans que cela fasse scandale» et qu'il n'était pas indiqué de croire que «cette colère trouve son expli-

cation dans la position française vis-à-vis de la question sahraouie» puisque le «Maroc est pour la France ce qu'est Israël pour les Etats-Unis d'Amérique». Et à *El Watan* de situer les raisons «ailleurs», évoquant la «guerre de succession» à Abdelaziz Bouteflika en 2019, puisque, explique-t-on, la «France s'inquiète pour l'avenir de ses affaires».

Du côté de l'Hexagone, le *Journal du Dimanche* a relevé, de son côté, que les relations entre la France et l'Algérie étaient entrées dans une phase d'apaisement avec l'élection de François Hollande. Ceci avant que de nouvelles tensions n'apparaissent cette semaine, avec l'affaire des «Panama Papers» qui a, selon lui, ouvert un nouveau front. L'Algérie a décidé, en représailles au quoti-

dien *Le Monde*, de refuser d'accréditer des journalistes du *Monde* et du *Petit Journal* de Canal+ à l'occasion de la visite de Manuel Valls à Alger ce week-end.

Cela dit, le Premier ministre français a affirmé privilégier la «relation stratégique» entre Paris et Alger dont «rien ne doit nous faire dévier», malgré l'affaire de ces visas refusés aux journalistes français. Valls a, par ailleurs, assuré «n'avoir jamais envisagé l'annulation de sa visite», estimant que Alger et Paris «partagent sur bien des sujets une vision commune» et que «l'amitié entre l'Algérie et la France dépasse les petits problèmes», allusion à cette histoire de visas refusés à des journalistes français devant accompagner Valls dans sa visite à Alger.

M. K.